

"EVS BROADCAST EQUIPMENT"

Société anonyme

Siège : 4102 SERAING, rue du Bois Saint-Jean, 13

RPM Liège : 0452.080.178

Acte constitutif :

Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, du 17 février 1994, publié aux Annexes du Moniteur belge du 16 mars suivant, sous le numéro 940316-49.

Actes modificatifs :

- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, du 06 juin 1997, publié par extrait aux annexes du Moniteur Belge du 03 juillet suivant sous le numéro 970703-266.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, du 25 septembre 1998, publié par extrait aux annexes du Moniteur belge du 22 octobre suivant sous le numéro 981022-458.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, du 14 octobre 1998, publié par extrait aux annexes du Moniteur belge du 10 novembre 1998 sous le numéro 981110-256.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, du 07 septembre 1999 publié par extrait aux annexes du Moniteur belge du 02 octobre suivant sous le numéro 991002-103.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, du 16 mai 2000, publié par extrait aux annexes du Moniteur belge du 17 juin suivant sous le numéro 20000617-388.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, du 15 mai 2001, publié par extrait aux annexes du Moniteur Belge du 14 juin suivant sous le numéro 20010614-230.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, le 21 mai 2002, publié par extrait aux annexes du Moniteur Belge du 15 juin suivant sous le numéro 20020615-350.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, du 20 mai 2003, publié par extrait aux annexes du Moniteur Belge du 20 juin suivant sous le numéro 20030620-0068632.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, du 24 février 2004, publié par extrait aux annexes du Moniteur Belge du 17 mars suivant sous le numéro 04044370.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, le 15 mars 2004, publié par extrait aux annexes du Moniteur Belge du 15 avril suivant sous le numéro 04057784.
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, le 15 juin 2004, publié par extrait aux annexes du Moniteur Belge du 05 juillet suivant sous le numéro 04099036. (PV de carence avait été dressé le 18 mai 2004);
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, le 22/04/2005, publié par extraits aux annexes du Moniteur Belge du 23 mai suivant, sous le numéro 05071868 (PV de carence dressé le 21/03/05);
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, le 30 juin 2005, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge du 20 juillet suivant, sous le numéro 0105566 (PV de carence dressé le 17/5/05).
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, le 19 juin 2006, publié aux annexes du Moniteur belge du 14 juillet suivant sous le numéro 06114928 (PV de carence dressé le 16/5/06).
- Acte du notaire Renaud PIRMOLIN, le 11 juin 2007, publié par extraits aux annexes

- du Moniteur belge du 9 juillet suivant sous le n° 07098849 (PV de carence dressé le 15/05/07).
- Acte du notaire associé Renaud PIRMOLIN, à Liège, le 10 juin 2008, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge du 14 juillet suivant sous le numéro 08116282 (PV de carence dressé le 20/05/08).
 - Acte du notaire associé Renaud PIRMOLIN, à Liège, le 12 juin 2009, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge du 9/7/09 sous le numéro 09096354 (PV de carence dressé le 19/5/09).
 - Acte du notaire associé Renaud PIRMOLIN, à Liège, le 07 juin 2010, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge du 28/6/10 sous le numéro 0093163 (PV de carence dressé le 18/05/10).
 - Acte du notaire associé Renaud PIRMOLIN, à Liège, le 05 décembre 2011, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge du 28 décembre suivant sous le numéro 0194941 (PV de carence dressé le 17/11/2011).
 - Acte du notaire associé France ANDRIS, à Liège, le 24 septembre 2013, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge du 11/10/2013 sous le numéro 0154450 (PV de carence dressé le 20/8/2013).
 - Acte du notaire associé France ANDRIS, à Liège, le 05 novembre 2014, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge du 28/11/2014 sous le numéro 14214608 (PV de carence dressé le 03/10/2014 -prolongation de la clause de capital autorisé-rachat d'actions propres-modification des statuts).
 - Acte du notaire France ANDRIS, notaire à Bassenge, le 4 décembre 2017, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge du 15 janvier suivant sous le numéro 18010526. (PV de carence dressé le 14/11/2017 — prolongation de la clause de capital autorisé — rachat et aliénation d'actions propres — émission de warrants - modification des statuts).
 - Acte du notaire associé Géry Van der ELST, notaire à Perwez, le 26 décembre 2018, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge le 8 février suivant sous le numéro 19020470.
 - Acte du notaire France ANDRIS, notaire à Bassenge, le 7 juin 2021, publié par extraits aux annexes du Moniteur belge le 2 juillet suivant sous le numéro 21079351 (PV de carence dressé le 18/05/2021- décision de refonte des statuts afin de les mettre en conformité avec le Code des sociétés et associations).
 - Acte du notaire France ANDRIS, notaire à Bassenge, le 7/06/2022, en cours de publication aux annexes du Moniteur belge (PV de carence dressé le 17/05/2022 – rachat et aliénation d'actions propres – modification des statuts).
-

COORDINATION DES STATUTS AU 7/06/2021

TITRE I : Forme légale – Dénomination – Siège – Objet – Durée

Article 1 : Dénomination et forme légale

La Société revêt la forme d'une société anonyme.

Elle est dénommée "EVS BROADCAST EQUIPMENT".

Article 2 : Siège – Adresse électronique – Site internet

2.1 Le siège est établi en Région wallonne.

Il peut être transféré en tout endroit de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la région de langue française de Belgique, par simple décision du Conseil d'Administration qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification statutaire éventuelle qui en résulte, sans que cela ne puisse entraîner une modification de la langue des statuts.

2.2 La Société peut également, par simple décision du Conseil d'Administration, établir ou supprimer des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales tant en Belgique qu'à l'étranger.

2.3 L'adresse électronique de la Société est corpcom@evs.com.

Son site internet est le suivant : www.evs.com

2.4 Le Conseil d'Administration peut modifier l'adresse électronique et le site internet de la Société conformément au Code des sociétés et des associations.

Article 3 : Définitions

Aux fins des présents statuts, le mot "Titre" est défini comme toute action représentant le capital de la présente Société, toute obligation convertible ou tout autre titre donnant droit à acquérir, convertir ou souscrire à une telle action, ainsi que toute part bénéficiaire émise par la présente Société..

Article 4 : Objet

La Société a pour objet le développement, la commercialisation et l'exploitation de matériel audiovisuel, ainsi que, plus généralement, toute opération généralement quelconque, commerciale, industrielle, financière, mobilière ou immobilière en Belgique ou à l'étranger, relative directement ou indirectement, au traitement de l'image et du son, sous quelque forme que ce soit.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses services.

Article 5 : Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

TITRE II : Capital

Article 6 : Capital de la Société

1. Le capital s'élève à huit millions sept cent septante-deux mille trois cent vingt-trois euros (8.772.323 EUR).

Il est représenté par quatorze millions trois cent vingt-sept mille vingt-quatre (14.327.024) actions, sans mention de valeur nominale représentant chacune une portion identique du capital et portant les numéros 1 à 14.327.024.

2. Les actions non entièrement libérées sont nominatives. Les actions entièrement libérées et les autres titres de la Société sont nominatifs ou dématérialisés, dans les limites prévues par la loi. Leur titulaire peut, à tout moment et à ses frais, demander la conversion de ses titres en titres nominatifs ou dématérialisés. Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation. Il est tenu au siège un registre pour chaque catégorie de titres nominatifs. Tout titulaire de titres peut prendre connaissance du registre relatif à ses titres, le cas échéant, sous la forme électronique.

Article 7 : Capital autorisé

Selon décision de l'assemblée générale extraordinaire du 4 décembre 2017, le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant maximum d'UN MILLION SIX CENT MILLE EUROS (1.600.000 EUR), hors prime d'émission.

Ces augmentations de capital pourront être réalisées par souscriptions en espèces, apports en nature ou incorporations de réserves.

Dans les limites de cette autorisation, le Conseil d'Administration pourra émettre des obligations convertibles en actions ou des droits de souscription, dans le respect des dispositions du Code des sociétés et des associations.

En cas d'augmentation de capital assortie de primes d'émission, celles-ci devront être comptabilisées à un compte de réserves indisponibles.

De même, en cas d'émission de droits de souscription, leur prix d'émission devra être comptabilisé à un compte de réserves indisponibles.

A l'occasion de toute émission d'actions, d'obligations convertibles ou de droits de souscription, le Conseil d'Administration pourra limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle des actionnaires, y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, selon les modalités qui seront arrêtées par le Conseil et moyennant le cas échéant, le respect des dispositions du Code des sociétés et des associations.

La présente autorisation est valable pour une durée de cinq ans à dater de la publication de la délibération du 4 décembre 2017.

Article 8 : Augmentation et réduction du capital - Droit de préférence en cas de souscription en espèces

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts. A moins que l'assemblée générale n'en décide elle-même, le Conseil d'Administration fixe, lors de toute augmentation de capital, les conditions d'émission des actions nouvelles.

En cas d'augmentation de capital, d'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription, les actions à souscrire en espèces, les obligations convertibles ou les droits de souscription doivent être offerts par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

Le droit de souscription préférentielle peut être exercé pendant un délai d'au moins quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription avec droit de préférence ainsi que son délai d'exercice sont fixés par l'organe qui procède à l'émission et sont portés à la connaissance des titulaires de titres par courrier électronique, ou, pour les personnes dont elle ne dispose pas d'une adresse électronique, par courrier ordinaire, à envoyer le même jour que les communications électroniques.

Au cas où l'augmentation de capital, l'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription ne serait pas entièrement souscrite en vertu de ce qui précède, les actionnaires ayant exercé pour totalité leur droit de souscription préférentielle pourront à nouveau souscrire par préférence et proportionnellement à leurs droits respectifs, la partie non souscrite de l'augmentation de capital ou de l'émission, et ceci jusqu'à ce que le capital ou l'émission soit entièrement souscrit ou que plus aucun actionnaire ne se prévale de cette faculté.

Si la totalité de l'augmentation de capital ou de l'émission n'a pas été souscrite en vertu de ce qui précède, le Conseil d'Administration a la faculté de passer, aux conditions qu'il avise, avec tous tiers des conventions destinées à assurer la souscription de la totalité de l'augmentation de capital ou de l'émission.

Pour les actions grevées d'un usufruit, le droit de souscription préférentielle revient au nu-proprétaire, à moins que le nu-proprétaire et l'usufruitier en conviennent autrement. Les nouvelles actions, les obligations convertibles ou les droits de souscription que celui-ci obtient avec des fonds propres, lui appartiendront en pleine propriété.

Il est tenu de rembourser la valeur de l'usufruit sur le droit de souscription préférentielle à l'usufruitier.

Si le nu-proprétaire ne se prévaut pas du droit de souscription préférentielle, l'usufruitier peut l'exercer. Les nouvelles actions que celui-ci obtient avec des fonds propres, lui appartiendront en pleine propriété.

Il est tenu de rembourser la valeur de la nue-proprété du droit de souscription préférentielle au nu-proprétaire.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut dans l'intérêt social et aux conditions prescrites par la loi, limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle.

Les primes d'émission, s'il en existe, devront être affectées par le Conseil d'Administration, après imputation éventuelle des frais, à un compte indisponible qui constituera à l'égal du capital la garantie des tiers et ne pourra, sous réserve de son incorporation au capital par le Conseil d'Administration comme prévu ci-avant, éventuellement être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises au premier paragraphe du présent article.

Article 9 : Appels de fonds

Les souscripteurs d'actions s'engagent pour la totalité du montant représenté par leurs actions dans le capital. L'engagement de libérer entièrement une action est inconditionnel et indivisible, nonobstant toute disposition contraire.

Si une action non entièrement libérée est détenue en indivision par plusieurs propriétaires, chacun d'eux répond solidairement du paiement du montant total des versements appelés et exigibles.

Lorsque le capital n'est pas entièrement libéré, le Conseil d'Administration décide souverainement des appels de fonds à effectuer par les actionnaires moyennant traitement égal.

Les versements à effectuer sur les actions non encore entièrement libérées doivent être faits aux lieux et aux dates que le Conseil d'Administration détermine.

Les sommes appelées non versées huit jours après celui de leur exigibilité portent intérêt, calculé par jour de retard à compter de l'échéance au taux applicable aux avances en crédit de caisse du banquier principal de la société.

Le Conseil d'Administration peut en outre, après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée restée sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et vendre les actions sur lesquelles les versements appelés n'ont pas été opérés, les autres actionnaires disposant à cet égard du même droit de préférence qu'en cas d'augmentation du capital. Le produit net de la vente s'impute en premier lieu au profit de la société sur ce qui lui est dû en principal et intérêts par l'actionnaire défaillant, sans préjudice au droit pour la société de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

L'excédent s'il y en a, sera remis à l'actionnaire défaillant s'il n'est d'autre part débiteur de la société.

Le Conseil d'Administration peut autoriser les actionnaires à consentir à la société des avances de fonds à concurrence du montant libéré et non encore appelé de leurs actions ; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

Article 10 – Acquisitions par la société de ses actions propres

1. La société peut acquérir, prendre en gage ou aliéner ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

2. Pendant une période de cinq (5) ans à compter de la publication aux Annexes du Moniteur belge de la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 07 juin 2022, le Conseil d'Administration est autorisé à acquérir en bourse ou autrement, des actions de la Société à concurrence de maximum 20 % des actions émises, entièrement libérées, à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de 20 % au cours le plus bas des 12 derniers mois précédant l'opération et qui ne pourra être supérieur de plus de 20 % au cours de clôture le plus élevé des 20 derniers jours de cotation de l'action de la société sur Euronext Bruxelles précédant l'acquisition. Cette autorisation est renouvelable.

3. En outre conformément à l'article 7 :218,§1er, 4° du Code des sociétés et des associations, le Conseil d'Administration est explicitement autorisé à aliéner les actions propres acquises par la Société à une ou plusieurs personnes déterminées autres que des membres du personnel de la Société ou ses filiales.

4. Les facultés et autorisations visées au présent article sont étendues aux acquisitions et aliénations d'actions de la Société par une ou plusieurs filiales directement contrôlées par celle-ci au sens du Code des sociétés et des associations.

Article 11 : Déclaration de participations importantes

Toute personne physique ou morale qui possède ou acquiert des titres représentatifs ou non du capital, conférant le droit de vote, doit déclarer à la Société et à l'Autorité des services et marchés financiers le nombre de titres qu'elle possède lorsque les droits de vote afférents à ces titres atteignent une quotité de trois pour cent (3 %) ou plus du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à la Déclaration.

La même déclaration doit être faite en cas d'acquisition additionnelle de titres visés au premier paragraphe, lorsqu'à la suite de cette acquisition, les droits de vote afférents aux titres que ladite personne possède atteignent une quotité de cinq pour cent (5 %) de dix pour cent (10 %) de quinze pour cent (15 %) et ainsi de suite par tranche de cinq pour cent (5 %).

La même déclaration doit être faite en cas de cession de titres lorsque, à la suite de cette cession, les droits de vote tombent en deçà d'un des seuils précités.

Sont ajoutés aux titres possédés, acquis ou cédés par une personne, les titres possédés, acquis ou cédés par (i) un tiers agissant en son nom propre, mais pour le compte de ladite personne (ii) une personne physique ou morale liée à ladite personne et (iii) un tiers agissant en son nom propre, mais pour le compte d'une personne physique ou morale liée à ladite personne.

De même, sont additionnés les titres possédés acquis ou cédés par les personnes qui agissent de concert pour l'acquisition la détention ou la cession de titres auxquels sont attachés trois pour cent (3 %/0) au moins des droits de vote.

Les dispositions qui précèdent sont régies par la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé.

Article 12 : Obligations

1. La Société peut, par décision du Conseil d'Administration, émettre à tout moment des obligations, autres que des obligations convertibles ou avec droits de souscription: le Conseil d'Administration déterminera le type et fixera le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements ainsi que toutes autres conditions de l'émission.

2. La Société peut par ailleurs émettre à tout moment des obligations convertibles, des obligations avec droits de souscription et des droits de souscription par décision de l'assemblée générale prise conformément aux règles de modification des statuts ou, dans les limites du capital autorisé, par décision du Conseil d'Administration.

3. La Société ne pourra émettre de tels titres que sous la forme nominative ou dématérialisée. Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé.

TITRE III : Administration et représentation

Article 13 : Composition du Conseil d'Administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé d'un minimum de trois (3) membres, nommés par l'assemblée générale et en tous temps révocables par elle, pour un terme renouvelable de six (6) ans au plus.

Le Conseil d'Administration choisit un président parmi ses membres. Il peut également choisir un vice-président. En cas d'absence du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou, à défaut, par le plus âgé des administrateurs.

Article 14 : Vacance

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur désigné dans les conditions ci-dessus est nommé pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 15 : Convocation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou, en cas d'empêchement du président, du vice-président ou, à défaut du vice-président, d'un autre administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige, ainsi que dans les cinq jours d'une requête à cet effet émanant de deux administrateurs.

La convocation contenant l'ordre du jour est faite par écrit, au plus tard cinq jours avant la réunion, sauf urgence. Dans ce dernier cas, la nature et les motifs de l'urgence sont mentionnés dans la convocation ou dans le procès-verbal de la réunion.

La réunion se tient au lieu indiqué dans la convocation et à défaut de telle indication, au siège.

Article 16 : Délibérations du Conseil d'Administration – Procès-verbaux du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Au cas où cette condition ne serait pas remplie, le Conseil d'Administration devra à nouveau être convoqué. Celui-ci pourra à ce moment valablement délibérer, indépendamment du nombre d'administrateurs présents ou représentés.

Ses décisions sont prises à la majorité des votants. En cas de partage, la voix du président (ou de son remplaçant) est prépondérante.

Tout administrateur peut donner par écrit, ou par tout autre moyen de communication ayant un support matériel, à un de ses collègues, mandat de le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en son nom.

Le mandant est dans ce cas réputé présent. Toutefois, aucun administrateur ne peut représenter plus d'un de ses collègues.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle désignera une personne physique, représentant permanent, à l'intervention de laquelle elle exercera les fonctions d'administrateur.

A cet égard les tiers ne pourront exiger la justification des pouvoirs, la simple indication de la qualité de représentant permanent de la personne morale étant suffisante.

Les décisions du Conseil d'Administration peuvent être prises par consentement

unanime des administrateurs exprimé par écrit.

Les décisions du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion et par les administrateurs qui le souhaitent. Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial.

Le procès-verbal, de même que les extraits de procès-verbal du Conseil d'Administration à fournir en justice ou ailleurs, sont signés par le ou les personnes ayant le pouvoir de représentation.

Article 17 : Comités consultatifs

Le Conseil d'Administration peut établir un ou plusieurs comités consultatifs afin de l'aider dans ses tâches. Le Conseil mettra en place au minimum :

- Un comité d'audit, composé conformément à la loi et ayant les missions dont il est chargé par la loi ou par le Conseil d'Administration.
- Un comité des rémunérations, dont la composition et les missions sont déterminées par le Conseil d'Administration ou la loi.

Article 18 : Pouvoirs du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Société, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale

Article 19 : Gestion journalière

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société, en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes.

Il nomme et révoque les délégués à cette gestion, qui sont choisis dans ou hors de son sein, fixe leur rémunération et détermine leurs attributions.

Le Conseil d'Administration ainsi que les délégués à la gestion journalière, dans le cadre de cette gestion, peuvent également conférer des pouvoirs spéciaux et déterminés, à une ou plusieurs personnes de leur choix.

Article 20 : Représentation

La Société est représentée dans les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un officier ministériel et en justice:

- soit par deux administrateurs, agissant conjointement deux à deux;
- soit, dans les limites de la gestion journalière comme définie à l'article 19 des présents statuts, par le ou les délégués à cette gestion;
- elle est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leur mandat.

TITRE IV : Contrôle de la Société

Article 21 : Contrôle

Le contrôle de la Société est effectué conformément aux dispositions légales.

TITRE V : Assemblée Générale

Article 22 : Tenue et convocation

1. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle a les pouvoirs qui sont déterminés par la loi et les présents statuts.

L'assemblée générale ordinaire se réunit annuellement le troisième mardi du mois de mai à onze heures. Si ce jour est un dimanche ou un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

Des assemblées générales extraordinaires doivent en outre être convoquées par le Conseil d'Administration et, le cas échéant, le commissaire, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige ou sur requête d'actionnaires représentant un dixième du capital. Dans ce dernier cas, les actionnaires indiquent leur demande et les sujets à porter à l'ordre du jour.

Les assemblées générales ordinaires, spéciales et extraordinaires se réunissent au siège de la Société ou à l'endroit indiqué dans la convocation.

2. Sauf dérogation prévue par la loi, les convocations de l'assemblée générale comprennent les mentions légales et sont publiées trente jours au moins avant la date de l'assemblée conformément au Code des sociétés et des associations. Si une nouvelle convocation est nécessaire en raison de l'absence des conditions de présence requises pour la première assemblée convoquée et pour autant qu'il ait été satisfait aux conditions prévues au premier alinéa du présent paragraphe lors de la première convocation, que la date de la deuxième assemblée ait été indiquée dans la première convocation et que l'ordre du jour ne comporte aucun sujet à traiter nouveau, le délai visé à l'alinéa 1er du présent paragraphe est porté à dix-sept jours au moins avant l'assemblée.

3. Un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins 3 % du capital de la Société peuvent requérir l'inscription de points à traiter à l'ordre du jour de l'assemblée générale et déposer des propositions de décision concernant des points inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour. Ces demandes doivent être conformes aux exigences prévues par l'article 7:130 du Code des sociétés et des associations. L'examen des sujets à traiter et des propositions de décision portés à l'ordre du jour en application du présent article est subordonné à l'enregistrement, conformément à l'article 23 des présents statuts, de la fraction concernée du capital de la Société. La Société publie, conformément à l'article 7:128 du Code des sociétés et des associations un ordre du jour complété des sujets à traiter additionnels et des propositions de décision y afférentes qui y auraient été portés, et/ou des propositions de décision qui seules auraient été formulées, au plus tard le quinzième jour qui précède la date de l'assemblée générale.

Simultanément, la Société met à disposition de ses actionnaires, sur son site internet, les formulaires qui peuvent être utilisés pour voter par procuration et, le cas échéant, pour voter par correspondance, complétés des sujets à traiter additionnels et des propositions de décision y afférentes qui auraient été portés à l'ordre du jour, et/ou des propositions de décision qui seules auraient été formulées.

4. Toute personne qui assiste ou se fait représenter à une assemblée générale est considérée comme ayant été régulièrement convoquée.

Toute personne empêchée d'assister à une assemblée générale peut, avant ou après ladite assemblée, renoncer aux droits qu'elle pourrait tirer de l'absence ou d'une irrégularité de convocation.

Article 23 : Admission à l'assemblée générale

1. Le droit de participer à une assemblée générale et d'y exercer le droit de vote est subordonné à l'enregistrement comptable des actions au nom de l'actionnaire le quatorzième jour qui précède l'assemblée générale, à vingt-quatre heures (heure belge) (ci-après, la date d'enregistrement), soit par leur inscription sur le registre des actions nominatives de la Société, soit par leur inscription dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de liquidation, sans qu'il soit tenu compte du nombre d'actions détenues par l'actionnaire au jour de l'assemblée générale. Les propriétaires d'actions dématérialisées souhaitant prendre part à l'assemblée doivent communiquer à la Société, ou à la personne qu'elle a désignée à cette fin, une attestation délivrée par leur intermédiaire financier ou teneur de comptes agréé certifiant le nombre d'actions dématérialisées inscrites au nom de l'actionnaire dans ses comptes à la date d'enregistrement, et pour lequel l'actionnaire a déclaré vouloir participer à l'assemblée générale au plus tard le sixième jour avant la date de l'assemblée, par le biais de l'adresse électronique de la Société ou à l'adresse électronique spécifique indiquée dans la convocation, le cas échéant au moyen de l'envoi d'une procuration.

Les propriétaires d'actions nominatives souhaitant prendre part à l'assemblée doivent notifier à la Société, ou à toute personne qu'elle a désignée à cette fin, leur intention au plus tard le sixième jour avant la date de l'assemblée, par le biais de l'adresse électronique de la Société ou à l'adresse électronique spécifique indiquée dans la convocation, le cas échéant au moyen de l'envoi d'une procuration.

2. Un registre établi par le Conseil d'Administration mentionne pour chaque actionnaire ayant fait part de sa volonté de participer à l'assemblée générale ses nom ou dénomination et adresse ou siège, le nombre d'actions qu'il détenait à la date d'enregistrement et pour lequel il a déclaré vouloir participer à l'assemblée générale ainsi que la description des documents établissant la détention des actions à la date d'enregistrement.

Article 24 : Représentation à l'assemblée générale

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, actionnaire ou non.

Les époux ont pouvoir de se représenter réciproquement.

La procuration doit être donnée par écrit ou par formulaire électronique, être signée par l'actionnaire (ou, si l'actionnaire n'est pas le bénéficiaire économique effectif final, par le bénéficiaire économique effectif final), le cas échéant sous la forme d'une signature électronique conforme à la législation belge applicable, et parvenir à la Société au plus tard le sixième jour qui précède l'assemblée par le biais de l'adresse électronique de la Société ou à l'adresse électronique spécifique indiquée dans la convocation. Toute procuration non signée par le bénéficiaire économique effectif final sera considérée comme non valable.

L'actionnaire ne peut désigner, pour une assemblée générale donnée, qu'une seule personne comme mandataire, sauf dérogations prévues par le Code des sociétés et des associations.

Le Conseil d'Administration peut arrêter la formule de procuration

Article 25 : Vote à distance avant l'assemblée générale

1. Sur autorisation donnée par le Conseil d'Administration dans sa convocation, les actionnaires seront autorisés à voter à distance avant l'assemblée générale, par correspondance ou via le site internet de la Société, au moyen d'un formulaire établi et mis à disposition par la Société.

2. Ce formulaire comprendra obligatoirement la date et le lieu de l'assemblée le nom ou la dénomination de l'actionnaire et son domicile ou siège, le nombre de voix que l'actionnaire souhaite exprimer à l'assemblée générale, la forme des actions détenues, les points à l'ordre du jour de l'assemblée (en ce compris les propositions de décision), un espace permettant de voter pour ou contre chacune des résolutions, ou de s'abstenir, ainsi que le délai dans lequel le formulaire de vote doit parvenir à la Société. Il précisera expressément que celui-ci devra être signé et devra parvenir à la Société au plus tard le sixième jour avant la date de l'assemblée.

Lorsque les votes s'expriment sous forme électronique, une confirmation électronique de réception des votes est envoyée à la personne ayant voté.

3. Après l'assemblée générale, l'actionnaire ou un tiers désigné par celui-ci peut, dans les trois mois à compter de la date du vote, demander une confirmation que son vote a valablement été enregistré et pris en compte par la Société, à moins que cette information ne soit déjà à sa disposition.

Article 26 : Composition du bureau

L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, en cas d'absence de celui-ci, par le plus âgé des administrateurs.

Le président désigne le secrétaire et l'assemblée générale désigne un ou deux scrutateurs.

Pour chaque décision, le procès-verbal mentionne le nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés, la proportion du capital représentée par ces votes, le nombre total de votes valablement exprimés, le nombre de votes exprimés pour ou contre chaque décision et, le cas échéant, le nombre d'abstentions.

Les procès-verbaux des assemblées sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les extraits de procès-verbaux à délivrer aux tiers sont signés par la ou les personnes ayant pouvoir de représentation.

Article 27 : Délibération

L'assemblée générale ne peut délibérer sur des points qui ne figurent pas dans l'ordre du jour, sauf si tous les actionnaires sont présents et décident à l'unanimité de délibérer sur des sujets nouveaux, ainsi que lorsque des circonstances exceptionnelles inconnues au moment de la convocation exigent une décision dans l'intérêt de la Société.

Article 28 : Assemblée générale par procédure écrite

Les actionnaires peuvent à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale à l'exception de la modification des statuts.

Article 29 : Participation à distance

Le Conseil d'Administration peut prévoir la possibilité pour les titulaires d'actions, d'obligations convertibles, de droits de souscription ou de certificats émis en collaboration avec la Société ainsi que les administrateurs et le commissaire de participer à distance à l'assemblée générale par l'intermédiaire d'un moyen de communication électronique mis à la disposition par la Société conformément au Code des sociétés et des associations. Les actionnaires qui participent par cette voie à l'assemblée générale sont réputés présents à l'endroit où l'assemblée générale se tient pour le respect des conditions de quorum et de majorité.

Article 30 : Droit de vote

1. A l'assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales régissant les actions sans droit de vote et les cas de suspension de droit de vote prévus par le Code des sociétés et des associations ou toute autre législation applicable.

2. Sauf dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée générale, sans qu'il soit tenu compte des abstentions.

3. Si plusieurs personnes ont des droits réels sur une même action, l'exercice du droit de vote est suspendu, jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme titulaire à son égard du droit de vote.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une action entre usufruit et nue-propriété, le droit de vote y afférent est exercé par l'usufruitier.

Article 31 : Droit de poser des questions

Dès la publication de la convocation de l'assemblée, les actionnaires qui satisfont aux formalités de l'article 23 des présents statuts ont le droit, dans la mesure où la communication de données ou de faits n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux de la société ou aux engagements de confidentialité souscrits par la société, ses administrateurs ou les commissaires, de poser des questions écrites aux administrateurs au sujet de leur rapport ou des points de l'ordre du jour ainsi qu'aux commissaires au sujet de leur rapport. Toute question écrite doit être envoyée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique à l'adresse indiquée dans la convocation à l'assemblée et être reçue par la société au plus tard six jours avant l'assemblée concernée.

TITRE VI : Exercice social – Comptes annuels – Affectation du bénéfice

Article 32 : Exercice social – Comptes annuels

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

Chaque année, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire et les comptes annuels arrêtés au trente et un décembre, en se conformant à la loi. Il rédige en outre un rapport dans lequel il rend compte de sa gestion.

L'assemblée générale entend le rapport des administrateurs et éventuellement le rapport du commissaire s'il en existe, délibère sur l'adoption des comptes et

l'affectation du résultat et, par un vote spécial, se prononce sur la décharge des administrateurs et du commissaire éventuel.

Article 33 : Affectation des bénéfices

L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des amortissements, réductions de valeur et provisions pour risques et charges nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent pour la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital, il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée.

Le solde du bénéfice est mis à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du Conseil d'Administration et à la simple majorité des voix, pourra décider de l'affecter, en tout ou en partie, à la distribution d'un dividende, à la formation de fonds de réserve ou de le reporter à nouveau.

Le Conseil d'Administration peut décider, aux conditions et formes prescrites par la loi, de distribuer un acompte à imputer sur les dividendes qui seront distribués sur les résultats de l'exercice.

TITRE VII : –Dissolution – Liquidation

Article 34 : Désignation des liquidateurs

En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit et à n'importe quel moment, la liquidation s'opère par le ou les liquidateurs nommés par l'assemblée générale.

Si plusieurs liquidateurs sont nommés, l'assemblée générale décide s'ils représentent la Société seuls, conjointement ou collégalement.

L'assemblée générale fixe la rémunération des liquidateurs.

A défaut de nomination par l'assemblée générale, la liquidation se fait par le Conseil d'Administration en fonction, qui agit le cas échéant en qualité de collègue de liquidateurs.

Article 35 : Pouvoirs des liquidateurs

Les liquidateurs sont compétents pour accomplir toutes les opérations prévues par la loi sauf si l'assemblée générale en décide autrement, à la majorité des voix.

Article 36 : Mode de liquidation

Après paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, ou après consignation des montants nécessaires à cette fin, les liquidateurs répartissent l'actif net, en espèces ou en titres, entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les biens qui subsistent en nature sont répartis de la même façon.

Si toutes les actions ne sont pas libérées de la même façon, les liquidateurs doivent rétablir l'équilibre avant de procéder au partage précité, en mettant toutes les actions sur pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des remboursements préalables, en espèces ou en titres au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

TITRE VIII :Dispositions générales

Article 37 : Litiges

Pour tout litige relatif aux affaires de la Société entre la Société, ses actionnaires, administrateurs, administrateurs délégués, représentants permanents, directeurs, anciens administrateurs, anciens administrateurs délégués, anciens représentants permanents, anciens directeurs et/ou liquidateurs, ainsi que pour tout litige entre les personnes précitées elles-mêmes, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège de la Société, à moins que la Société n'y renonce expressément.

Article 38 : Communication

Les actionnaires, les titulaires de titres émis par la Société, les administrateurs et le commissaire peuvent communiquer à la Société une adresse électronique à l'effet de communiquer avec celle-ci. La Société peut utiliser cette adresse jusqu'à ce que la personne concernée lui communique une autre adresse ou son souhait de ne plus communiquer par courrier électronique. La Société communique par courrier ordinaire avec les personnes pour lesquelles elle ne dispose pas d'une adresse électronique, à leur domicile comme indiqué dans le registre des actions nominatives.

Article 39 : Election de domicile

Tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur domicilié à l'étranger, doit faire élection de domicile en Belgique pour l'exécution des statuts et toutes relations avec la Société, sinon il sera estimé avoir élu domicile au siège de la Société, où toutes les communications, sommations, assignations et significations peuvent lui être valablement faites.

En cas de modification de domicile, l'actionnaire ou obligataire doit communiquer son nouveau domicile à la Société par écrit, sinon il sera estimé avoir élu domicile à son ancien domicile.

Cette disposition s'applique par analogie en cas de décès d'un actionnaire ou obligataire.

Article 40 : Application du Code des sociétés et des associations

Les dispositions du Code des sociétés et des associations auxquelles il ne serait pas licitement dérogé, sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code sont réputées non écrites.

Pour coordination conforme au 7/06/2022

France ANDRIS, Notaire à Bassenge



